

STATUTS DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

1. CONSTITUTION ET NOM

Les présents statuts régissent les activités et le fonctionnement d'un organisme de recherche de l'Université de Montréal, nommé Centre de recherche en droit public (C.R.D.P.), ci-après appelé le Centre.

2. OBJECTIFS

Le Centre a pour objectif la réalisation de travaux de recherche fondamentale et appliquée en droit public et dans des disciplines connexes. À cette fin, il contribue au développement de la recherche, notamment par des publications, des colloques et des séminaires. De même, il participe à la formation de chercheurs.

3. ORGANISATION ET RATTACHEMENT

Le Centre est administré par un directeur. Il est pourvu d'un conseil de direction et d'une assemblée des chercheurs.

Le Centre est rattaché à la Faculté de droit. Il relève du vice-recteur à la recherche et du doyen de la Faculté de droit.

4. DIRECTEUR

4.1 Nomination

Le directeur du Centre est nommé par le Conseil de l'Université sur recommandation du doyen et du Conseil de la Faculté après consultation du conseil de direction et de l'assemblée des chercheurs.

4.2 Fonctions

Le directeur est responsable de l'administration et du bon fonctionnement du Centre. Plus particulièrement, il

- contribue à promouvoir les objectifs du Centre;
- élabore la programmation scientifique du Centre et la soumet aux instances compétentes;
- participe à la nomination et à la promotion des professeurs, chercheurs et attachés de recherche ainsi qu'à l'engagement des autres membres du personnel enseignant selon les modalités déterminées par les règlements de l'Université;
- assure les relations du Centre avec l'extérieur;
- prépare le budget, le soumet pour approbation aux instances universitaires et veille à son administration;

- veille à la mise en oeuvre des recommandations de l'assemblée des chercheurs;
- fait les démarches conduisant à l'engagement du personnel;
- préside l'assemblée des chercheurs;
- veille à l'application des statuts du Centre;
- prépare et soumet aux autorités compétentes le rapport annuel des activités du Centre.

4.3 Mandat

Le mandat du directeur est de quatre ans. Il peut être renouvelé une seule fois. La procédure du renouvellement est identique à celle de la nomination.

4.4 Directeur-adjoint

Sur recommandation du doyen, qui prend l'avis du directeur, le Conseil de l'Université peut nommer un directeur-adjoint pour un mandat dont la durée n'excède pas celle du mandat du directeur.

Sous l'autorité du directeur, le directeur-adjoint exerce les fonctions désignées par le directeur qui en informe le doyen.

5. CONSEIL DE DIRECTION

5.1 Composition

Le conseil de direction est composé d'au moins cinq membres et d'au plus douze.

En sont d'office membres le recteur et le doyen de la Faculté de droit.

5.2 Nominations

Les autres membres sont nommés par le Conseil de la Faculté de droit sur proposition du doyen, qui prend l'avis du directeur du Centre.

Les membres sont nommés pour représenter les milieux intéressés par la recherche en droit public. Ils peuvent notamment appartenir à la magistrature, aux professions juridiques, à la fonction publique, au corps professoral d'une autre faculté ou université ou à l'entreprise privée.

5.3 Présidence

Le conseil de direction est présidé par l'un de ses membres.

Le président est nommé par le Conseil de l'Université sur recommandation du doyen qui prend l'avis du directeur du Centre.

5.4 Mandat

Le mandat des membres du conseil de direction est de trois années. Il peut être renouvelé. La procédure de renouvellement est identique à celle de nomination.

5.5 Fonctions

Sur toute question qu'il estime opportune, le conseil de direction avise le directeur.

De même, il peut aviser le doyen.

5.6 Réunions

Le conseil de direction se réunit au moins une fois l'an. Le directeur du Centre est responsable de la convocation et de l'organisation des réunions.

Le directeur transmet toutes les informations pertinentes à la tenue des réunions.

À la demande du président, le directeur convoque toute réunion que le président estime utile.

Le directeur participe aux réunions du conseil. Il n'a pas droit de vote.

6. ASSEMBLÉE DES CHERCHEURS

6.1 Composition

L'assemblée des chercheurs est composée des personnes suivantes:

- a) le directeur du Centre, le doyen de la Faculté de droit et le recteur qui en sont membres d'office;
- b) les professeurs affectés au Centre;
- c) les professeurs associés;
- d) les chercheurs;
- e) les attachés de recherche;
- f) les agents de recherche;
- g) deux représentants des étudiants qui travaillent au Centre, désignés annuellement par l'ensemble de ceux-ci.

Seuls les membres désignés en vertu des alinéas a), b), c) et d) siègent sur les questions relatives à la carrière des professeurs et des chercheurs.

6.2 Fonctions

Sur toute question qui lui est soumise ou dont elle se saisit, l'assemblée délibère et adopte les recommandations qu'elle juge appropriées.

L'assemblée est consultée sur toute question relative, notamment, à l'orientation du Centre, sa programmation scientifique, ses activités, sa gestion et son financement.

6.3 Convocation

Le directeur convoque les réunions de l'assemblée des chercheurs.

Trois membres peuvent, sur demande motivée, exiger la tenue d'une réunion de l'assemblée des chercheurs. Le directeur convoque alors une telle réunion.

6.4 Quorum

Le tiers des membres de l'assemblée, avec un minimum de cinq, constitue le quorum.

6.5 Secrétaire

L'assemblée des chercheurs désigne un secrétaire chargé de rédiger et de conserver les procès verbaux des réunions. Copie de ces procès verbaux doit être communiquée au doyen et au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

6.6 Participation

Chaque membre de l'assemblée des chercheurs, sauf le recteur et le doyen, agit à titre personnel et ne peut se faire représenter.

7. PERSONNEL

Le statut, la nomination ou l'engagement, la promotion, les conditions de travail, la rémunération, les avantages sociaux et les droits politiques des personnels du Centre sont régis par les statuts et règlements de l'Université.

8. RAPPORT PÉRIODIQUE

Le directeur prépare un rapport périodique des activités du Centre. Ce rapport est communiqué au conseil de direction, à l'assemblée des chercheurs, au doyen et au recteur.

9. MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil de l'Université peut modifier les présents statuts après avoir pris l'avis de l'assemblée des chercheurs et du doyen.

10. ENTRÉE EN VIGUEUR

Les présents statuts entrent en vigueur le 8 mai 1990.